Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Îles
Québec

Direction de la qualité, de l'évaluation,
de la performance et de l'éthique

COURRIER ÉLECTRONIQUE

Îles-de-la-Madeleine, le 10 juin 2026

[redacted]

N/Réf : 26-CISSS-007
Objet : Votre demande d'accès à l'information

[redacted]

Voici la réponse à votre demande d'accès à l'information reçue par notre établissement le 6 mai 2026, par laquelle vous souhaitez obtenir, pour le CISSS des Îles, les informations suivantes :

Cette demande concerne les ententes particulières conclues avec des usagers du réseau permettant le financement de services à domicile au-delà du seuil maximal de 45 heures par semaine du programme CES (ci-après appelées « ententes particulières »), soit :

1. Le nombre de personnes qui ont bénéficié d'ententes particulières au Québec depuis 2021; une personne.
2. Le nombre de personnes évaluées avec un profil CHSLD qui ont demandé une entente particulière depuis 2021; aucune.
3. Le nombre de personnes recevant une aide du programme CES et vivant à leur domicile qui ont reçu une permission pour obtenir des services financés par le CES et rendus à l'extérieur de leur domicile depuis 2021; aucune.
4. La liste des CISSS et CIUSSS qui refusent de conclure des ententes particulières; nous ne refusons aucune demande.
5. Le nombre d'adultes vivant dans un foyer de groupe financé par l'état (CHSLD, MDA-MA, RI-RTF-RPA), ayant exprimé leur désir de demeurer à leur domicile pour qui aucune entente particulière n'a été proposée. Aucun.

Et en informations complémentaires, sans égard à l'âge de la personne en situation de handicap :

6. Le nombre de personnes en situation de handicap qui reçoivent actuellement des services à domicile qui sont offerts et exécutés par un « employé » en lien d'emploi avec 1. un CIUSSS/CISSS/CLSC; 790 et 2. un organisme communautaire; 84
7. Le nombre de personnes en situation de handicap qui reçoivent actuellement des services à domicile offerts et exécutés par un « employé » qui est payé par le chèque emploi (CES); 47

8. Le nombre de personnes en situation de handicap qui ne reçoivent actuellement aucun service à domicile offert et exécuté par un « employé » payé par l'État malgré une évaluation Iso-SMAF ou un autre assimilé qui expose le besoin; 10
9. Le nombre de personnes en situation de handicap qui reçoivent actuellement des services à domicile dont les heures soins sont limitées à 45 heures et moins par semaine le tout alors que les besoins objectivés sont plus conséquents; 0
10. Le nombre de personnes en situation de handicap qui ont requis une entente similaire ou identique à celle octroyée à Jonathan Marchand sans l'obtenir; 0
11. Le nombre de personnes en situation de handicap qui reçoivent actuellement des services à domicile, dont les heures soins dépassant 166 heures par semaine. 0

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à cet effet.

En espérant le tout à votre convenance, veuillez accepter, [redacted] nos plus sincères salutations.

En remplacement de Chantal Provost, directrice de la qualité, de l'évaluation, de la performance et de l'éthique



Myriam Turbide, conseillère-cadre et gestionnaire d'accès RI-RTF
MT/gg

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

Les adresses de la Commission d'accès à l'information sont les suivantes :

Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) GlR 5S9
Tél.: 418 528-7741
Numéro sans frais:1 888 528-7741
Téléc. : 418 529-3102

Montréal
500, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 18 200
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Téléc. : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).